

Quelques points relatifs à la 2ème révision de la loi sur les prestations complémentaires (LPC)

Autor(en): **Bühler, E. / Haefner, M.E.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Mitteilungsblatt der Schweizerischen Parkinsonvereinigung = Magazine d'information de l'Association suisse de la maladie de Parkinson = Bollettino d'informazione dell'Associazione svizzera del morbo di Parkinson**

Band (Jahr): - **(1987)**

Heft 7

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-815252>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Quelques points relatifs à la 2ème révision de la loi sur les prestations complémentaires (LPC)

Par Mme E. Bühler, assistante sociale et membre du comité consultatif, traduit en français par M.E. Haefner.

La révision de la loi sur les prestations complémentaires (LPC) à l'AVS et à l'AI a déterminé quelques modifications entrées en vigueur le 1.1.1987. Elles constituent de notables améliorations pour une partie des actuels bénéficiaires de prestations complémentaires. Par ailleurs, certaines nouvelles dispositions permettent à des bénéficiaires de rentes, qui n'avaient jusqu'ici pas droit à des prestations complémentaires, d'en bénéficier également.

Le but poursuivi par les prestations complémentaires est de garantir un revenu minimum aux bénéficiaires de rentes AVS et AI, ainsi qu'aux bénéficiaires d'allocations pour impondables, lorsque les besoins vitaux ne peuvent pas être couverts par la prévoyance professionnelle (caisses de retraite) et la prévoyance individuelle (économies).

Il est important de savoir que les prestations complémentaires ne sont pas des prestations d'assistance. Un droit à ces prestations existe dans la mesure où sont remplies certaines conditions personnelles (bénéficiaire de rentes AVS ou AI; durée de la résidence dans la Confédération, dans le canton, dans la commune; domicile en Suisse) et économiques (revenu, fortune).

Outre les prestations complémentaires (prestations assurées par la Confédération), dans certains cantons des allocations peuvent être servies au niveau cantonal ou au niveau communal.

La loi sur les prestations complémentaires révisée au 1.1.1987 apporte principalement les modifications suivantes:

1. Frais de maladie

Remboursement dans le cadre actuel (frais de soins, frais de médecin et de pharmacie, franchise, certains

moyens auxiliaires etc.) mais en plus

- prise en considération non seulement des frais pour les soins assurés par l'infirmière de santé publique, mais aussi des frais relatifs aux soins de base assurés par le service d'aide familiale;
- cependant, une participation de 200 francs par année est demandée dans tous les cas (autrefois seulement pour les patients présentant une certaine situation de fortune).

Important!

Un remboursement partiel des frais de maladie par les prestations complémentaires peut aussi se faire lorsqu'un assuré ne touche encore pas de prestations complémentaires mais que son revenu, du fait de frais de maladie élevés, tombe au-dessous de la limite de revenu déterminante pour l'octroi de prestations complémentaires (par exemple lorsqu'il s'agit de patients sans caisse-maladie, ou devant prendre en charge une participation très élevée, ou encore lorsque la caisse-maladie ne couvre pas certains frais de traitement).

2. Frais résultant de l'invalidité

Les frais supplémentaires, résultant de l'invalidité et dûment établis, sont pris en considération jusqu'à concurrence d'un montant annuel maximum de 3600 francs pour:

- l'aide nécessaire apportée par un tiers dans la tenue du ménage (femme de ménage, aide familiale pour les travaux ménagers) pour autant qu'elle ne soit pas donnée par une personne vivant dans le même ménage;
- les transports au lieu de traitement médical le plus proche (consultation, physiothérapie etc.);
- loyer d'un appartement permettant la circulation d'une chaise roulante.

La nécessité de ces frais supplémentaires doit être prouvée par un certificat médical.

3. Prestations complémentaires pour les personnes demeurant dans des homes ou des établissements hospitaliers

Les dépenses élevées encourues pour des séjours dans des homes sont prises en considération en ce sens que les limites supérieures sont fixées pour le revenu, soit:

- de 16 000 à 20 000 francs pour les personnes seules,
- de 32 000 à 34 560 francs pour les couples.

Les cantons déterminent la limite supérieure.

4. Prise en considération de loyers élevés

Dans la plupart des cantons, les montants suivants sont imputés pour les loyers:

- maximum 6000 francs pour les personnes seules,
- maximum 7200 francs pour les couples.

A part ces substantielles améliorations, certaines restrictions sont cependant apportées aux prestations complémentaires à partir du 1.1.1987. Ainsi, par exemple, il sera davantage tenu compte de la fortune dans le calcul du revenu. De plus, les revenus accessoires (prestations des caisses de retraite, rentes des 2ème et 3ème piliers) seront considérés dans leur totalité comme revenu.

Le Centre d'information AVS a publié un «Mémento sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI» très complet et qui comprend les dispositions applicables à partir du 1.1.1987. Ce mémento peut s'obtenir auprès de tous les offices locaux de l'AVS. Pour un particulier, cependant, et malgré cette excellente documentation, il est le plus souvent difficile de déterminer s'il a éventuellement droit à des prestations complémentaires. En cas de doute, personne ne devrait hésiter à s'adresser à l'office AVS local de sa commune et à lui demander de calculer le montant auquel il pourrait avoir droit.